(A)

(N° 7)

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 21 DÉCEMBRE 1921.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1922, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 24 juillet 1900, qui prescrit de distribuer le projet de Budget aux membres des Chambres législatives, au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède l'ouverture de l'exercice, n'a pu recevoir son application en ce qui concerne le Budget de 1922, d'abord, parce que, à cette date, les dites assemblées étaient dissoutes et, ensuite, parce qu'il était indispensable de laisser au nouveau Cabinet, à constituer au lendemain des élections générales, le soin d'arrêter le projet définitif.

Sous ce rapport, la situation est analogue à celle qui a existé à la fin de l'année dernière pour le Budget de 1921, et la Législature précédente a bien voulu reconnaître et déclarer, sans la moindre difficulté, que le Gouvernement n'avait aucune responsabilité du chef de cette dérogation à la loi.

Le retard ne sera pas de longue durée. Aucun effort ne sera épargné pour arrêter, dans le plus bref délai possible, l'état des recettes et des dépenses à présenter pour l'exercice prochain.

Mais, en attendant qu'il puisse être consacré définitivement par le Parlement, il est nécessaire de pourvoir à la marche régulière des services publics.

A cette fin, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1922.

Bien que dans les propositions parvenues il se manifeste certaines réductions, il n'a pas été tenu compte de celles-ci pour établir les crédits provisoires sollicités. Ceux-ci, pour les dépenses ordinaires des administrations et des régies, correspondent au quart des crédits alloués à ces organismes en 1921, sauf l'ajustement nécessaire en vue des dépenses du Sénat, qui augmentent par suite de l'indemnité accordée à ses membres.

Pour le service de la Dette publique, la somme proposée est fixée d'après les échéances à payer dans le courant du premier trimestre.

Il est donc procédé, cette fois, exactement de la même manière que l'année dernière, et ce en raison du même motif, consistant en l'absence du projet de Budget pour l'exercice prochain.

Quant aux dépenses extraordinaires et aux dépenses recouvrables, les sommes à y affecter ont été calculées de manière à permettre simplement la continuation, de janvier à fin mars, des dépenses restant à faire ensuite de décisions antérieures de la Législature.

Comme l'indiquent les mesures prises, il reste bien entendu — et le projet de loi qui vous est soumis contient une disposition à cette fin — que les crédits provisoires sont réservés strictement à des dépenses ordinaires et extraordinaires déjà admises en principe.

Moyennant cette dernière garantie, et fixés comme ils le sont, les crédits sollicités laissent le champ libre, tant au Gouvernement — qui doit encore arrêter l'ensemble du Budget — qu'aux Chambres législatives, pour toutes les compressions et tous les ajournements de dépenses qui pourraient être reconnus possibles et indispensables. Au surplus, leur vote ne peut avoir le caractère d'un engagement quelconque pour l'avenir.

Dans ces conditions, il est permis d'espérer, Messieurs, que vous accorderez votre pleine et entière approbation aux crédits proposés, qui sont destinés à assurer les dépenses de l'État pendant le premier trimestre de l'année prochaine.

Diverses dispositions d'ordre financier, dont la plupart doivent nécessairement recevoir leur application à partir du 1^{er} janvier prochain, sont contenues dans le présent projet de loi.

Elles sont justifiées ci-après, et j'aime à croire que vous hésitez d'autant moins à y donner votre adhésion que plusieurs d'entre elles ne visent que de simples prorogations,

Établissement des cotisations en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées.

ART. 5 DU PROJET DE LOI.

L'article 7 de la loi du 30 décembre 1920 a prorogé au 31 décembre 1921 — sans préjudice aux dispositions de l'article 2 de la loi du 24 octobre 1919 — le délai utile pour établir les cotisations en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées afférentes aux exercices 1913 à 1919.

Il s'ensuit qu'à partir du 1^{er} janvier 1922, il ne pourra plus être réglé de cotisation par rappel de droit sur les exercices 1917 et antérieurs.

Or, l'examen des déclarations à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre fait chaque jour découvrir quantité de contribuables qui ont été cotisés au droit de patente à raison d'un chiffre de bénéfices notoirement insuffisant.

A l'heure actuelle, il a été établi pour plus de quinze millions de francs d'impositions par rappel et malgré toute l'activité et tout le zèle dont font preuve les fonctionnaires compétents, il sera impossible de terminer le travail avant le 31 décembre 1921, surtout dans les grands centres où se sont réfugiés de nombreux profiteurs de guerre qui cherchent, par tous les moyens, à cacher le montant de leurs bénéfices.

Dès lors, il paraît nécessaire de prolonger à nouveau d'un an le délai susvisé ; il serait, en effet, absolument contraire à l'équité d'accorder à certains redevables une exonération d'impôt qu'ils devraient précisément au retard qu'ils ont apporté à souscrire leur déclaration à l'impôt spécial ou à leur abstention de remplir les obligations qui leur incombent en l'occurrence.

D'autre part, il est établi que les contrôleurs des contributions ne parviendront pas à examiner, même sommairement, de façon à comprendre les cotisations dans les rôles à rendre exécutoires avant le 31 décembre 1921, toutes les déclarations aux impôts sur les revenus souscrites pour 1920.

Dans ces conditions, il est nécessaire, pour éviter un travail par trop hâtif ou des contestations quant à la légalité des impositions établies tardivement, de permettre l'établissement des cotisations afférentes à l'exercice 1920 jusqu'au 31 décembre 1922.

**Prescriptions en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées
et en matière de droits de succession.**

ART. 6, 1^o, DU PROJET DE LOI.

En exécution de l'article 8, 1^o, de la loi du 30 décembre 1920, les délais de prescription relatifs aux poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées, viendront à échéance le 31 décembre 1921, pour les cotisations comprises dans les rôles reçus par les comptables avant le 1^{er} janvier 1917.

Pour conserver intacts les droits du Trésor en vue de la perception éventuelle de ces impositions, un commandement devrait être signifié aux redevables retardataires, avant le 1^{er} janvier prochain.

Or, parmi ces derniers, il en est un grand nombre qui, en suite de réclamations encore en instance, obtiendront décharge totale ou partielle de leurs impositions arriérées, tandis que d'autres, victimes de la guerre, sans être insolubles, ne parviendront cependant à se libérer que par acomptes minimes.

Dans ces conditions, il convient, tant pour éviter le travail considérable qu'exigeraient d'agents déjà surchargés, la confection et la signification des commandements dont il s'agit, que pour ne pas occasionner des frais inutiles aux intéressés, de prolonger une dernière fois jusqu'au 31 décembre 1922, les délais de prescription qui sont expirés en 1921 ou qui expireraient en 1922, relativement aux poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées.

ART. 6, 2^o, DU PROJET DE LOI.

De nombreuses personnes tenues au paiement de droits de succession dans la partie de la Flandre qui n'a pas été occupée par l'ennemi, ne sont pas encore

rentrées dans le pays et n'ont pu ainsi s'acquitter de leur dette envers le Trésor.

Afin de garantir l'État contre toute exception de prescription, il importe de proroger jusqu'au 31 décembre 1922 le délai pour le recouvrement des droits en question.

Impôts sur les revenus.

ART. 7 DU PROJET DE LOI.

Le 3° de l'article 14 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920, relatives aux impôts sur les revenus, disposent que la taxe mobilière est applicable aux « revenus de tous capitaux investis dans toutes affaires commerciales, industrielles ou agricoles, *exploitées autrement que par les sociétés par actions* ».

Cette disposition a eu pour but de soumettre à la taxe mobilière de 10 p. c. la partie des revenus d'une exploitation qui représente la rémunération du capital engagé, mais une exception a été faite en ce qui concerne les sociétés par actions parce que, dans l'esprit du législateur de 1919, la taxe mobilière perçue en exécution du 1° dudit article 14, sur les revenus des actions ou parts y assimilées, tenait lieu de la taxe sur les revenus du capital investi.

Si cette conception est justifiée à l'égard des sociétés par actions qui distribuent régulièrement tout ou partie de leurs bénéfices annuels, elle favorise, par contre, les sociétés de l'espèce qui ne répartissent qu'une faible partie de leurs bénéfices et accumulent des réserves considérables.

L'injustice du système apparaît surtout lorsqu'on compare les impositions de ces sociétés avec celles des particuliers ou des sociétés de personnes, qui sont assujettis à la taxe mobilière de 10 % sur la partie de leurs bénéfices correspondant aux revenus présumés du capital investi, même lorsque les dits redevables consacrent ces revenus à une extension de leurs affaires, tandis que les sociétés par actions, agissant de même, ne sont passibles que de la taxe professionnelle au taux réduit de 2 à 10 % ou de 5 à 10 % suivant qu'elles sont imposées par tranches de 3,000 francs ou par tranches correspondant à un vingtième des capitaux investis.

Pour faire disparaître cette différence de régime et assurer à la législation une complète harmonie, on propose de supprimer l'exception prévue par le 3° de l'article 14 précité, sauf à déduire pour le calcul de la taxe mobilière sur les revenus du capital investi dans les sociétés par actions, les revenus prélevés sur les produits du même exercice social pour être attribués aux actions ou parts.

De cette manière, les sociétés par actions rentreront dans le droit commun sans qu'aucun double emploi puisse se produire. En vertu de l'article 52 des lois précitées, les taxes sur les revenus des capitaux investis seront, en effet, déduites ultérieurement de la taxe mobilière sur les revenus des actions ou parts, distribués au moyen de bénéfices réservés.

Le § 2 du même article 7 tend à réaliser une autre amélioration de la législation. En général, la déduction de la taxe mobilière est subordonnée à l'attribution ou à la mise en paiement des revenus y assujettis et la perception de l'impôt s'opère à la source par le système dit du *stoppage*. Il n'y a d'exception à cette règle

qu'en ce qui concerne les revenus des capitaux investis et les revenus encaissés à l'étranger.

Pour ces deux dernières catégories de revenus, les bénéficiaires sont tenus de souscrire annuellement une déclaration (art. 53) au vu de laquelle une imposition est comprise dans un rôle soumis à l'exécutoire du Directeur provincial des contributions. Les taxes ainsi établies sont payables dans le mois de la réception de l'avertissement-extrait du rôle (art. 59).

Les impositions dont il s'agit sont réglées en même temps que celles relatives à la taxe professionnelle et à la supertaxe, mais tandis que ces deux derniers impôts sont basés sur les revenus de *l'année antérieure*, la taxe mobilière susvisée est calculée sur les revenus de l'année même.

Il en résulte qu'une déclaration donne lieu à des impositions rattachées à deux exercices, ce qui implique l'obligation de dresser des rôles différents et de délivrer des avertissements-extraits séparés.

Pour éviter ces complications d'écritures, le § 2 de l'article 7 proposé stipule que la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis, de même que celle non retenue sur les revenus encaissés à l'étranger, est établie sur les éléments afférents à l'année antérieure ou à l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année.

Le § 3 du même article précise que la taxe sur les revenus des capitaux investis dans les sociétés par actions sera perçue pour la première fois en 1922 sur les éléments des exercices sociaux clôturés en 1921. Quant à la taxe restant due pour 1920 sur les revenus des autres capitaux investis, elle sera rattachée à l'exercice 1921.

Il va sans dire qu'en cas de cessation de profession ou de décès du contribuable, celui-ci ou ses héritiers seront tenus de l'impôt à raison des revenus afférents à la période de l'année pendant laquelle les capitaux seront restés investis dans les affaires (art. 32, § 2, et art. 74 des lois coordonnées).

Prorogation partielle de la loi du 4 mars 1919 réglementant les bourses de change et de fonds publics.

ART. 8 DU PROJET DE LOI.

Il importe d'éviter que des émissions inconsidérées de valeurs étrangères sur notre marché viennent nous priver de capitaux dont peuvent encore avoir besoin, le Gouvernement pour la reconstitution du pays, et des entreprises belges pour le relèvement et le développement de l'industrie nationale.

L'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 4 mars 1919, donne au Gouvernement les pouvoirs nécessaires à cette fin, mais seulement jusqu'au 31 décembre prochain. Ce délai devrait, dès lors, être prolongé.

La dite loi contient, en outre, en ses articles 1 et 2, deux dispositions relatives : l'une à la création de bourses de change et de fonds publics ; l'autre à leur surveillance quant à l'application des lois et règlements dans leur sein. Le Gouvernement a proposé la survivance de ces dispositions par le projet de loi

réglementant la profession d'agent de change ⁽¹⁾, devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres législatives.

En attendant que ce projet, qui est l'objet d'une nouvelle étude, puisse être représenté à la Législature, il y a lieu de proroger les dispositions dont il s'agit.

En vue de bien marquer le désir du Gouvernement de retourner le plus vite possible au régime de la liberté complète pour le commerce des valeurs, la prorogation de l'article 3, alinéas 2 et 3, de la loi précitée, n'est demandée que jusqu'au 31 décembre 1922.

Fabrication de jetons-bons monétaires.

ART. 9 ET 10 DU PROJET DE LOI.

Notre circulation fiduciaire comprend plus de 60 millions de coupures d'un franc, et un reliquat de 434,000 billets de deux francs. Leur vie est éphémère : la Banque Nationale ne cesse d'en annuler et d'en remplacer de fortes quantités ; et néanmoins chacun sait quel aspect peu engageant prennent ces petites coupures après un court usage. Maniées sans précaution, passant par toutes les mains, maculées, froissées, elles ne répondent plus qu'imparfaitement à leur but.

C'est rencontrer le désir général que de leur substituer une autre monnaie possédant sinon la valeur intrinsèque, du moins les caractères extérieurs et l'utilité pratique de la monnaie véritable. La France nous a devancés dans cette voie. On sait l'accueil favorable fait par sa population à l'émission de jetons monétaires métalliques.

De longues études, des expériences minutieuses ont décidé le Gouvernement français à adopter à cet effet le bronze d'aluminium, alliage offrant de sérieuses garanties contre la fraude et dont la couleur fera distinguer nettement les nouveaux jetons des autres pièces en circulation. Un rapport récent de la Commission française des Finances fait ressortir que « la réussite de l'alliage et la fabrication » des flans ont exigé des tâtonnements qui étaient inévitables ; maintenant » l'organisation est bien au point et l'on est entré dans la pleine période de » production industrielle. »

Après avoir fait l'historique de l'émission des jetons, le même rapport conclut :

« L'émission des jetons est en réalité une simple émission d'État. »

Notre situation monétaire ne diffère guère de celle de la France. Si celle-ci n'a pas hésité à émettre des jetons représentatifs de monnaies divisionnaires d'argent en leur reconnaissant formellement le caractère d'émission d'État, nous pouvons sans hésitation suivre son exemple.

La fabrication de jetons de deux francs ne paraît pas répondre à une nécessité : le retrait des coupures-papier de ce montant a passé inaperçu. Il ne serait pas

(1) Document de la Chambre des Représentants, n° 102, session 1920-1921.

opportun non plus en ce moment de frapper des jetons de cinquante centimes, les pièces en zinc de cette valeur étant encore en circulation. Sans préjuger de l'avenir, on se bornerait donc actuellement à émettre des jetons représentant la valeur d'un franc.

L'émission se ferait pour compte du Trésor, qui doit recueillir le bénéfice éventuel de l'opération comme il en assumera toute la charge et tous les risques. La frappe devrait porter approximativement sur 73 millions de pièces, tant pour assurer la circulation que pour constituer une réserve suffisante.

Les frais de fabrication seront compensés par le bénéfice résultant de l'émission, bénéfice qui ne pourra être déterminé exactement que lors du retrait des jetons. Ce moment paraît encore lointain.

En attendant les opérations en recette et en dépense seront rattachées à un fonds pour ordre.

Notre Code pénal ne prévoit de peines que contre la falsification des monnaies proprement dites. Celle de jetons représentatifs de monnaies doit y être assimilée. C'est dans ce sens qu'est formulée une disposition nouvelle que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres législatives.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
THEUNIS.

(I)

ANNEXE AU N° 7.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1922, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives, par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Des crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1922, sont ouverts, savoir :

A. — Pour les dépenses ordinaires.

Au Ministère des Finances pour le service de la Dette. . fr. 235,000,000

Au Ministère des Finances pour les Dotations. 2,970,000

BIJLAGE VAN N° 7.

Wetsontwerp houdende toekening van voorloopige credieten te gelden op de Begrootingen voor het dienstjaar 1922, en toelating om de belastingen in te vorderen alsmede verscheidene bepalingen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en volgens advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal, in Onzen Naam, door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden :

EERSTE ARTIKEL.

Voorloopige credieten te gelden op de Begrootingen voor het dienstjaar 1922, worden geopend, te weten

A. — Voor de gewone uitgaven,

Aan het Ministerie van Financiën voor den dienst der Schuld . fr. 235,000,000

Aan het Ministerie van Financiën voor de Dotatiën . 2,970,000

Au Ministère de la Justice	26,000,000	Aan het Ministerie van Justitie	26,000,000
Au Ministère des Affaires Etrangères	4,650,000	Aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken .	4,650,000
Au Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène .	9,000,000	Aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid .	9,000,000
<i>(y compris la somme nécessaire au Gouvernement d'Eupen-Malmédy).</i>		<i>(inbegrepen de som noodig tot het Gouvernement Eupen-Malmédy).</i>	
Au Ministère des Sciences et des Arts	65,500,000	Aan het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten	65,500,000
Au Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics :		Aan het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken :	
1° Pour l'Agriculture .	5,800,000	1° Voor den Landbouw	5,800,000
2° Pour les Travaux publics	23,000,000	2° Voor de Openbare Werken	23,000,000
Au Ministère de l'Industrie et du Travail . .	38,000,000	Aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid .	38,000,000
Au Ministère des Colonies	1,100,000	Aan het Ministerie van Koloniën	1,100,000
Au Ministère de la Défense Nationale	131,000,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging . .	131,000,000
Au Ministère de la Défense Nationale pour la Gendarmerie	13,500,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging voor de Gendarmerie . . .	13,500,000
Au Ministère des Finances	28,500,000	Aan het Ministerie van Financiën	28,500,000
Au Ministère des Affaires Economiques	900,000	Aan het Ministerie van Economische Zaken .	900,000
Au Ministère des Finances pour les Non-Valeurs et les Remboursements	6,500,000	Aan het Ministerie van Financiën voor de Onwaarden en Tertugbetalingen	6,500,000

B. — Pour les dépenses extraordinaires.	B. — Voor de buitengewone uitgaven:
<i>(y compris les indemnités temporaires et mobiles de vie chère):</i>	<i>(inbegrepen de tijdelijke en veranderlijke duurteloslag):</i>
Au Ministère de la Justice 2,410,000	Aan het Ministerie van Justitie 2,410,000
Au Ministère des Affaires Étrangères 1,810,000	Aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken . 1,810,000
Au Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène . 3,900,000	Aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . 3,900,000
Au Ministère des Sciences et des Arts 4,500,000	Aan het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten 4,500,000
Au Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics :	Aan het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken :
1° Pour l'Agriculture . 450,000	1° Voor den Landbouw 450,000
2° Pour les Travaux publics 40,000,000	2° Voor de Openbare Werken 40,000,000
Au Ministère de l'Industrie et du Travail . . 38,500,000	Aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid . 38,500,000
Au Ministère des Colonies 70,000	Aan het Ministerie van Koloniën 70,000
Au Ministère de la Défense Nationale 70,000,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging . . 70,000,000
Au Ministère de la Défense Nationale pour la Gendarmerie 470,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging voor de Gendarmerie. . . . 470,000
Au Ministère des Finances 39,000,000	Aan het Ministerie van Financiën 39,000,000
Au Ministère des Affaires Économiques 805,000	Aan het Ministerie van Oeconomische Zaken 805,000
C. — Pour les dépenses recouvrables en exécution des Traités de Paix.	C. — Voor de uitgaven invorderbaar ter uitvoering van de Vredesverdragen.
Au Ministère des Finances pour le service de la Dette 110,000,000	Aan het Ministerie van Financiën voor den dienst der Schuld 110,000,000

Au Ministère de la Justice	317,000	Aan het Ministerie van Justitie	317,000
Au Ministère des Affaires Étrangères	25,000	Aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken .	25,000
Au Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène	58,000	Aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	58,000
Au Ministère des Sciences et des Arts	188,000	Aan het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten	188,000
Au Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics :		Aan het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken :	
1 ^o Pour l'Agriculture	13,100,000	1 ^o Voor den Landbouw	13,100,000
2 ^o Pour les Travaux publics	26,500,000	2 ^o Voor de Openbare Werken	26,500,000
Au Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	55,000,000	Aan het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien	55,000,000
Au Ministère de la Défense Nationale	53,000,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging . .	53,000,000
Au Ministère des Affaires Économiques	340,500,000	Aan het Ministerie van Oeconomische Zaken .	340,500,000
D. — Au Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.		D. — Aan het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.	
1 ^o Pour les dépenses d'exploitation	320,000,000	1 ^o Voor de uitgaven van exploitatie	320,000,000
2 ^o Pour les dépenses de premier établissement (y compris les indemnités temporaires et mobiles de vie chère)	60,000,000	2 ^o Voor de uitgaven van oprichting (inbegrepen de tijdelijke en veranderlijke duurtetoeslag) . .	60,000,000
E. — Au Ministère de l'Industrie et du Travail.		E. — Aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.	
Pour les dépenses du Ravitaillement	27,500,000	Voor de uitgaven van Bevoorrading	27,500,000

ART. 2.

Les impôts directs et indirects, en principal et additionnels au profit de l'État, existant au 31 décembre 1921, seront recouvrés pendant les trois premiers mois de l'année 1922 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

ART. 3.

Les recettes et les dépenses à effectuer sur fonds de tiers et sur ressources spéciales se feront pendant les trois premiers mois de l'année 1922, conformément aux dispositions des articles 5 et 24 de la loi sur la comptabilité de de l'État du 15 mai 1846.

ART. 4.

Les crédits provisoires alloués par la présente loi ne peuvent pas être affectés à des dépenses ordinaires et extraordinaires nouvelles non autorisées antérieurement par la Législature.

Jusqu'au moment du dépôt du projet de budget pour 1922, ces dépenses pourront être faites conformément aux libellés des articles du budget de 1921.

ART. 5.

Sans préjudice aux dispositions de l'article 2 de la loi du 24 octobre 1919, les cotisations en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées,

ART. 2.

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en opcentiemen, ten voordeele van den Staat, bestaande op 31 December 1921, zullen gedurende de eerste drie maanden van het jaar 1922 geïnd worden, volgens de wetten en de tarieven welke de zetting en de heffing ervan regelen.

ART. 3.

De ontvangsten en de uitgaven op gelden van derde personen en op bijzondere middelen zullen, gedurende de eerste drie maanden van het jaar 1922 gedaan worden overeenkomstig de bepalingen der artikelen 5 en 24 der wet van 15 Mei 1846 op de Staatrekenplichtigheid.

ART. 4.

Van de bij deze wet verleende voorloopige credieten mag geen gebruik worden gemaakt voor nieuwe gewone en buitengewone uitgaven die door de Wetgevende Kamers vroeger niet toegeestaan werden.

Deze uitgaven zullen mogen gedaan worden, overeenkomstig met den tekst der artikelen van de begroting over 1921, tot op het oogenblik der nederlegging van het ontwerp van begroting over 1922.

ART. 5.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 2 der wet van 24 October 1919, mogen de aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen en

afférentes aux exercices 1913 à 1920, peuvent valablement être établies jusqu'au 31 décembre 1922.

ART. 6.

Sont prorogés au 31 décembre 1922 :

1° Les délais de prescription qui sont expirés en 1921 ou qui expireraient en 1922 relativement aux poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées.

2° Le délai qui a été établi par l'article 5 de la loi transitoire de finances du 28 décembre 1918 et qui a été prolongé respectivement par l'article 4, 2°, de la loi du 25 janvier 1920 et par l'article 8, 2°, de celle du 30 décembre suivant.

ART. 7.

§ 1^{er}. Par modification à la finale du n° 3 de l'article 14 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920, la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis dans toutes affaires industrielles, commerciales ou agricoles, est également applicable en ce qui concerne les sociétés par actions visées au n° 1 dudit article; sauf qu'en l'espèce les revenus présumés des capitaux investis sont diminués des revenus prélevés sur les produits du même exercice social pour être attribués aux actions ou parts.

§ 2. La taxe mobilière sur les revenus de tous capitaux investis est établie

daarmede verwante taxes, in verband met de dienstjaren 1913 tot 1920, geldig tot 31 December 1922 worden gevestigd.

ART. 6.

Worden verlengd tot 31 December 1922 :

1° De verjaaringstermijnen die verstreken zijn in 1921 of die in 1922 zouden verstrijken, betreffende de vervolgingen tot invordering van rechtstreeksche belastingen en daarmede verwante taxes.

2° De termijn vastgesteld bij artikel 5 der overgangs-financiënwet van 28 December 1918 en welke verlengd werd wederzijds bij artikel 4, 2°, der wet van 25 Januari 1920 en bij artikel 8, 2°, der wet van 30 December daaropvolgende.

ART. 7.

§ 1. Met wijziging in de eindbepaling van n° 3 van artikel 14 der geordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 is de belasting op roerende zaken, te heffen van de inkomsten der kapitalen aangewend in alle handelsnijverheids- of landbouwzaken, eveneens van toepassing wat betreft de in n° 1 van gemeld artikel bedoelde vennootschappen op aandelen, behoudens dat ter zake de vermoede inkomsten der aangewende kapitalen verminderd worden met de inkomsten voorafgenomen van de opbrengsten van hetzelfde maatschappelijk boekjaar om aan de actiën of aandeelen toegekend te worden.

§ 2. De belasting op roerende zaken te heffen van de inkomsten van alle

sur les éléments afférents à l'année antérieure ou à l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année.

Il en est de même de la taxe non perçue par retenue sur les revenus encaissés à l'étranger.

§ 3. Les dispositions du § 1^{er} du présent article seront appliquées pour la première fois en 1922 aux revenus des capitaux investis dans les sociétés par actions dont l'exercice social a été clôturé en 1921.

La taxe restant due pour 1920 sur les revenus des autres capitaux investis sera rattachée à l'exercice 1921.

ART. 8.

Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la loi du 4 mars 1919 sont prorogées; en ce qui concerne les alinéas 2 et 3 de l'article 3, cette prorogation cessera ses effets au 31 décembre 1922.

ART. 9.

Le Ministre des Finances est autorisé à émettre des jetons-bons monétaires d'un franc à concurrence d'un montant de 73 millions de francs.

Un fonds spécial est ouvert au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre auquel sera rattaché le produit de cette émission et qui sera frappé des dépenses de fabrication.

ART. 10.

Les articles 162, 163, 168, 169, 170, 192, 213 et 214 du Code pénal sont

aangewende kapitalen wordt gevestigd op de bestanddeelen welke verband houden met het vorig jaar of met het maatschappelijk boekjaar van gelijken duur dat tijdens dat jaar werd afgesloten.

Hetzelfde geldt voor de belasting die niet bij wijze van afhouding wordt geheven van de in den vreemde geïnde inkomsten.

§ 3: De bepalingen van § 1 van dit artikel zullen voor de eerste maal toegepast worden in 1922 op de inkomsten der kapitalen aangewend in de vennootschappen op aandelen waarvan het maatschappelijk boekjaar in 1921 werd afgesloten.

De belasting over 1920 verschuldigd blijvende op de inkomsten der andere aangewende kapitalen zal op het dienstjaar 1921 aangerekend worden.

ART. 8.

De bepalingen der artikelen 1, 2 en 3 der wet van 4 Maart 1919 worden verlengd; wat betreft de 2^e en 3^e leden van artikel 3, zal deze verlenging den 31 December 1922 ophouden van kracht te zijn.

ART. 9.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd om tot beloop van een bedrag van 73 miljoen frank, muntpenningbons uit te geven.

Op de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor ordre wordt een bijzonder fonds geopend, waaraan de opbrengst dier uitgifte wordt verbonden en waaruit de uitgaven van aanmaak zullen bestreden worden.

ART. 10.

De artikelen 162, 163, 168, 169, 170, 192, 213 en 214 van het Wetboek van

applicables à la contrefaçon et à l'altération des jetons-bons monétaires émis par le Ministère des Finances, à l'émission des dits jetons-bons monétaires contrefaits ou altérés, à leur introduction sur le territoire belge, à leur mise en circulation, à la tentative de ces divers délits ainsi qu'à la remise en circulation de jetons-bons monétaires contrefaits ou altérés.

Les dispositions du Livre premier du Code pénal, auxquelles il n'est pas dérogé par les articles précités, sont applicables à ces infractions.

ART. 11.

La présente loi sera exécutoire le 1^{er} janvier 1922.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 1921.

Strafrecht zijn toepasselijk op het namaken en schenden der muntpenningbons uitgegeven door het Ministerie van Financiën, op het uitgeven van gemelde muntpenningbons nagemaakt of geschonden, op hunne binnenbrenging op het Belgisch grondgebied, op hunne inomloopstelling, op poging tot het begaan dier verschillende misdrijven, alsmede op het terug inomloopstellen van nagemaakte of geschonden muntpenningbons.

De bepalingen van het eerste Boek van het Wetboek van Strafrecht, waarvan bij de voormelde artikelen niet wordt afgeweken, zijn op die overtredingen toepasselijk.

ART. 11.

Deze wet treedt in werking den 1^o Januari 1922.

Gegeven te Brussel, den 19^o December 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

THEUNIS.